



Résumé
par
Ken Sato

Disparition rapide des mangroves

Les mangroves, ces forêts sempervirentes halophiles, se trouvent le long des littoraux, des lagunes et des fleuves dans plus de cent pays tropicaux et subtropicaux mais, par endroits, elles disparaissent à un taux alarmant. Enrayer la perte rapide de mangroves exige de meilleurs programmes de protection et de gestion dans beaucoup de pays.

Les mangroves sont inestimables car elles procurent du bois, des aliments et des produits médicinaux pour les populations, et des habitats pour beaucoup d'animaux. Elles agissent également comme des barrages protégeant les terres contre l'érosion, les cyclones et le vent et filtrent les sédiments et la pollution de l'eau en amont, les empêchant ainsi de perturber le fragile équilibre d'écosystèmes comme les récifs coralliens.

La destruction des mangroves est imputable à la pression de la population, à leur conversion à l'élevage de crevettes, de même qu'à la pisciculture, à l'agriculture, à l'infrastructure et au tourisme, sans compter la pollution et les catastrophes naturelles. Une récente évaluation de la FAO (voir http://www.fao.org/docrep/010/a_427e/a_427e00.htm) montre que 3,6 millions d'hectares (ha) de mangroves ont disparu à travers le monde depuis 1980. Bien que les études indiquent un ralentissement de cette destruction entre les années 2000 et 2005, la perte continue encore à un rythme inquiétant. Le déboisement des mangroves est sensiblement plus élevé que dans d'autres forêts et, s'il continue, il risque de mener à de graves pertes de biodiversité et de moyens de subsistance, ainsi qu'à l'infiltration de sel dans les zones côtières et à l'envasement des récifs coralliens.

L'OIBT et la FAO oeuvrent actuellement avec la Société internationale pour les écosystèmes de la mangrove et d'autres organisations à la composition d'un atlas mondial des mangroves qui sera publié à la fin de cette année.

Les Etats-Unis interdisent la délivrance de visas aux fonctionnaires cambodgiens impliqués dans l'exploitation forestière illégale

Selon l'agence AFP, les fonctionnaires cambodgiens impliqués dans l'exploitation forestière illégale pourraient se voir refuser des visas d'entrée aux Etats-Unis. Une loi passée aux Etats-Unis en décembre dernier prévoit de refuser des visas aux fonctionnaires cambodgiens et à leurs familles s'ils ont été cités dans un rapport publié en 2007 par l'organisme de surveillance environnementale Global Witness comme étant responsables de la destruction des forêts au Cambodge.

Ce rapport, intitulé *Cambodia's Family Trees*, cite le nom de plusieurs hauts fonctionnaires chargés des forêts et de l'agriculture qui seraient activement impliqués dans la destruction des ressources naturelles du Cambodge. Bien que cette interdiction à l'entrée de ces fonctionnaires cambodgiens aux Etats-Unis soit considérée comme un coup porté à l'exploitation forestière illégale, reste à voir si ces mesures auront quel effet sur la gouvernance des forêts au Cambodge.

Demande de contributions au guide sur l'utilisation du bois à des fins humanitaires

Des quantités énormes de bois coûtant des millions de dollars sont utilisés dans des programmes humanitaires de secours et de reconstruction. Si elle est mal organisée, la fourniture de bois risque fort de retarder les interventions en réponse aux besoins des populations, à la dégradation de l'environnement, au manque d'organisation et à l'insuffisance financière et opérationnelle.

Le projet 'Humanitarian timber' prépare en collaboration un guide pratique de terrain pour aider les intervenants d'actions humanitaires en ce qui concerne l'utilisation, les spécifications et la fourniture de bois. Ce guide couvrira le bois d'oeuvre, le bambou et les produits dérivés du bois. Le projet est soutenu par l'OCHA, l'IFCR et CARE International.

Le guide sera publié fin 2008 dès l'achèvement des revues par les pairs. Jusqu'ici des ateliers ont eu lieu en Indonésie, à Londres et au Bangladesh, et d'autres ateliers sont prévus en Amérique du Nord et au Kenya.

Pour en savoir plus et apporter votre contribution à la rédaction du guide, le projet en cours d'élaboration peut être téléchargé du site www.humanitarian timber.org

Le retour du paludisme fait du bruit

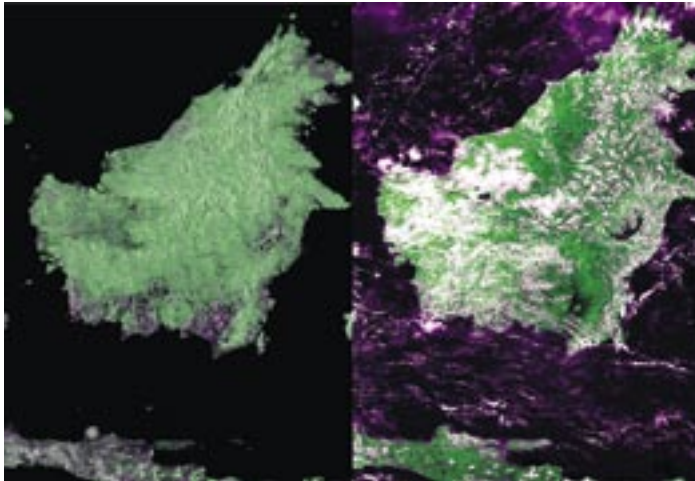
Au bourdonnement des scies abattant des arbres vient s'ajouter le bruit moins strident et pourtant plus inquiétant des moustiques, signifiant le réveil du paludisme dans les régions du Pérou où cette maladie transmise par les moustiques ne sévissait plus depuis 40 ans. La déforestation et le changement climatique seraient les principaux responsables de la réapparition de cette maladie qui entraîne la fièvre, l'anémie permanente et parfois la mort chez ceux qui en sont atteints.

Selon un article paru fin 2007 dans le *Gardian*, la maladie avait été presque entièrement éradiquée au Pérou il y a 40 ans mais, cette année, plus de 60 000 cas ont été signalés. On pense qu'un nombre beaucoup plus grand de cas n'ont pas été signalés dans les zones reculées de la forêt dense humide difficiles d'accès pour que les agents des services de santé.

Lors d'une distribution de moustiquaires dans certains villages, Hugo Rodriguez, médecin à l'organisation andine de lutte contre le paludisme dans les zones frontalières entre le Pérou, l'Equateur, la Colombie et le Venezuela, a déclaré qu'il n'était plus question à ce stade d'éradiquer la maladie et que les efforts étaient désormais concentrés sur la manière de la juguler. Le changement climatique qui se traduit par des pluies hors-saison laisse stagner des flaques et autres plans d'eau qui offrent les conditions de reproduction idéales pour les moustiques. En outre, le déboisement laisse de grands terrains découverts qui sont aussi des zones idéales favorisant les conditions nécessaires pour la reproduction des moustiques.

L'Indonésie et le Japon s'accordent pour introduire une nouvelle technologie de télédétection

Les Gouvernements indonésien et japonais ont récemment conclu (par l'intermédiaire de l'Agence japonaise pour



Vision nette: Images de Bornéo par PALSAR (à gauche) et par MODIS (à droite) le 23 mai 2007

Le Directeur exécutif au Conseil de Yokohama



A la demande du Conseil municipal de Yokohama, M. Emmanuel Ze Meka, Directeur exécutif de l'OIBT, a pris la parole en décembre dernier lors d'une session extraordinaire du Conseil. La Ville de Yokohama est l'hôte du Siège de l'OIBT depuis le début des activités opérationnelles de l'Organisation en 1986. M. Ze Meka a remercié la Ville et ses habitants pour le soutien qu'ils ont apporté à l'OIBT pendant plus de 20 ans et les a invités à continuer de l'épauler pour faire face aux nouveaux défis de la gestion durable des forêts tropicales. Il a fait valoir que les questions primordiales traitées par l'OIBT, dont les changements climatiques, la pauvreté, l'exploitation forestière illégale et la biodiversité, sont toutes liées les unes aux autres et qu'elles doivent être abordées dans le cadre d'une approche holistique du type de celle incorporée dans le concept de gestion forestière durable que l'OIBT encourage depuis sa création. Il a également insisté sur l'importance de la sensibilisation aux questions environnementales pour aborder ces problèmes et a offert que l'OIBT y contribue en établissant des liens avec les enfants du Japon (si possible aussi en même temps qu'avec ceux d'autres pays pour favoriser la compréhension sur le plan international) au sujet des questions importantes auxquelles il faut faire face dans les forêts tropicales.

M. Ze Meka a présenté un plan visant à tenir, à Yokohama au printemps de 2008, une Conférence internationale parrainée par l'OIBT sur le rôle de la gestion durable des forêts tropicales dans l'atténuation des changements climatiques. Il a souligné l'importance de cette initiative qui aidera l'OIBT à formuler des activités destinées à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans les forêts tropicales. M. Ze Meka a fait observer qu'un renforcement de la coopération entre l'OIBT et la Ville de Yokohama dans des secteurs comme la sensibilisation du public et la gestion durable des forêts tropicales contribuerait à la lutte contre les changements climatiques, problème ayant de graves implications pour l'humanité.

Enfin, M. Ze Meka a félicité la ville de Yokohama d'avoir été choisie pour accueillir la quatrième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV) en mai 2008. La question des changements climatiques figurera également parmi celles des plus cruciales de l'ordre du jour de cet événement auquel l'OIBT participera activement (voir les précisions données à la page 30).

Photo: K. Sato, ITTO

le développement international—JICA) un accord pour introduire la nouvelle technologie PALSAR (télé-détection à travers la couverture nuageuse) dans le système de surveillance et d'évaluation des ressources forestières indonésiennes. Les technologies de la télé-détection ont contribué à sensiblement améliorer les connaissances sur la situation des forêts. Une des faiblesses des technologies classiques utilisant les capteurs optiques, du type Landsat-TM ou MODIS, tient à l'incapacité de pénétrer la couverture nuageuse.

Les technologies SAR (radar à ouverture de synthèse) qui utilisent les capteurs type micro-onde ont récemment fait leur apparition. Avec l'aide du Japon, la technologie PALSAR (SAR à modulation sur bande de 1000 MHz) sera utilisée par l'Indonésie à l'avenir pour surveiller ses forêts. Les études récentes indiquent que cette technologie est unique, même comparée aux autres technologies SAR. Elle est utile non seulement pour surveiller les forêts, mais elle permet aussi à des experts d'estimer de manière relativement économique la biomasse et les volumes équivalents de CO₂ aux premiers stades de la succession écologique. La même technologie contribue à la surveillance des pratiques illégales d'exploitation forestière et de déboisement en Amazonie.

Les travaux de mise en place de PALSAR en Indonésie devraient débuter en juin 2008 et durer trois ans. Ils ouvriront des possibilités de formation pour ceux qui sont chargés de la surveillance et de l'évaluation des ressources forestières indonésiennes. Le capteur PALSAR est actuellement installé sur ALOS (satellite japonais d'observation de la Terre) lancé par JAXA (Agence aérospatiale d'exploration du Japon) en 2006.

Courrier

Récemment, des statistiques concernant l'aggravation du déboisement en Amazonie ont été largement publiées, ce qui a donné lieu à un débat généralisé et à toutes les sortes de propositions visant à changer la situation. Ces propositions sont axées sur le renforcement du respect des lois, ce qui a tendance à présenter une solution de caractère législatif plus restrictive alliée à davantage de bureaucratie. Cette politique a été suivie pendant les dernières années mais, à l'évidence, elle n'a pas produit les résultats escomptés. Par ailleurs, on note une absence des propositions visant à promouvoir le développement de la foresterie dans cette région, ce qui est regrettable car je pense que cette région se prête mieux aux activités forestières qu'à l'agriculture. En fait, la foresterie et la gestion des forêts sont le plus souvent perçues comme des activités portant atteinte aux ressources forestières.

Je voudrais suggérer que des communiqués de presse, accompagnés d'exemples concrets (statistiques, graphiques, photos, etc.) à travers le monde, pourraient démontrer que le développement de la foresterie peut en réalité contribuer à la